

Les crédits

J'ai aussi une question à poser et un commentaire à formuler. La députée parle d'une réduction du financement. Rappelons un peu les faits. En 1984-1985, soit immédiatement avant que les conservateurs ne prennent le pouvoir, le gouvernement fédéral, par l'entremise du secrétariat d'État, consacrait huit millions de dollars aux programmes destinés aux femmes. Il y a eu une augmentation énorme de ce financement. En 1988-1989, il atteignait 13 millions de dollars.

La détermination dont plusieurs femmes au sein de notre parti ont fait preuve pour qu'on accroisse considérablement le financement au cours des six dernières années leur fait grand honneur, de même qu'au gouvernement. Beaucoup de femmes ont pu bénéficier de ces programmes.

Je crois qu'il est temps que nous rétablissions les faits en ce qui concerne les avantages que nous avons pu donner aux femmes, par exemple des emplois et la possibilité d'établir leurs propres entreprises. Deux tiers des entreprises qui ont été créées au Canada au cours des six dernières années l'ont été par des femmes.

Je voulais simplement rétablir les faits, et je continuerai certainement de le faire tout au long de ce débat.

Mme Hunter: Madame la Présidente, c'est une très bonne idée que de rétablir les faits. Permettez-moi de commencer mes remarques en rétablissant les faits pour ce qui est des fonds affectés aux programmes pour les femmes en 1990-1991. Ces fonds ont été ramenés de 13 millions à 9 millions. Nous nous retrouvons donc presque au même niveau qu'en 1984-1985. Si on pense à l'inflation, cela montre le véritable engagement du gouvernement envers les centres pour femmes.

Nous devrions vraiment nous arrêter un instant à ce que le gouvernement essaie de faire en forçant les femmes à se concentrer sur la collecte de fonds, parce que tout le temps qu'on passe à recueillir des fonds, c'est du temps qu'on n'a pas pour apporter de vrais changements au Canada. Ne croyez pas que les femmes se laisseront duper ainsi. Elles savent très bien ce qui se passe.

M. Jim Karpoff (Surrey-Nord): Je veux poser une question à ma collègue. Comment explique-t-elle aux responsables des centres pour femmes que le gouvernement fédéral n'a pas d'argent pour eux, alors qu'il arrive à trouver 16 millions de dollars pour sa TPS, une taxe qui nuira aux femmes et à leurs familles et à laquelle 80 p. 100 des Canadiens s'opposent? Le financement des centres pour femmes est une initiative qui jouit évidemment

de l'appui de la grande majorité des Canadiens et Canadiennes. Comment la députée explique-t-elle cette énorme contradiction dans la politique du gouvernement conservateur?

Mme Hunter: Je pense que les femmes et les hommes de ce pays ne sont pas dupes, ils ne croient pas à l'argument contestable selon lequel cela va aider à réduire le déficit. Il s'agit d'un acte politique délibéré pour faire taire les femmes. Je n'essaie pas d'expliquer la logique de dépenser 14 millions pour faire de la publicité pour la TPS, alors que justement, comme le disait mon collègue, elle va faire du tort aux femmes et aux hommes que l'on essaie d'aider.

Ce qui est en cause, c'est la capacité de redistribution de notre régime fiscal. Nous parlons de ce que le gouvernement devrait faire avec notre argent et des initiatives que ce gouvernement a prises depuis le début de son deuxième mandat, en 1988. Il a parlé très clairement de la direction qu'il estime devoir prendre.

Les femmes et les centres pour femmes ont manifesté clairement leur opposition à celle-ci. Je pense que c'est l'une des raisons de ces dernières réductions. Il s'agissait, par ce moyen, de faire taire les femmes.

Mme Joy Langan (Mission—Coquitlam): Madame la Présidente, je suis députée de la circonscription de Mission—Coquitlam où se trouve le centre pour femmes de Port Coquitlam. Pour commencer, je voudrais dire aux députés que ce centre, comme tous les autres centres pour femmes, n'attend pas d'être financé à 100 p. 100 par le gouvernement.

• (1030)

Je voudrais demander aux députés de considérer la valeur monétaire du temps que les bénévoles consacrent à faire fonctionner ces centres pour femmes.

Les bénévoles ont travaillé 2 700 heures. Si l'on multiplie cela par 10,50 \$/h, qui est le salaire horaire moyen des conseillers dans tout le pays, nous obtenons 28 350 \$. Voilà la valeur de notre temps collectif, en tant que femmes.

Si l'on multiplie ce chiffre de 28 350 \$ par 33, le nombre de centres pour femmes de Colombie-Britannique, nous obtenons 935 550 \$, soit presque le double de ce qu'il en coûterait pour maintenir ces centres.

Donc il faut bien se souvenir que les femmes apportent une valeur de 935 550 \$ à ces centres qui servent 231 000